



# RAPPORT DE MISSION

JUIN 2021

VÉRONIQUE DE GEOFFROY



## LA (RE)CONSTRUCTION DU NORD-EST DE LA SYRIE

### ANALYSE DES BESOINS ET PISTES DE COOPÉRATION



## **LE GROUPE URD** **URGENCE . RÉHABILITATION . DÉVELOPPEMENT**

Fondé en 1993, le Groupe URD est un think-tank indépendant spécialisé dans l'analyse des pratiques et le développement de politiques pour l'action humanitaire et la gestion des fragilités. Son expertise pluridisciplinaire, nourrie par des allers-retours permanents sur les terrains de crise et post-crise, lui permet d'appréhender le fonctionnement du secteur dans son ensemble. Attaché à l'échange de connaissances et à l'apprentissage collectif, il accompagne les acteurs de l'aide dans les processus d'amélioration de la qualité de leurs interventions.

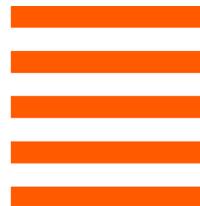
## **REMERCIEMENTS**

Un grand merci tout d'abord à nos hôtes du Rojava, femmes et hommes engagés pour la (re)construction du Nord-Est de la Syrie, qu'ils soient membres de l'Administration, élus ou techniciens, représentants d'associations, villageois, etc., qui nous ont accueillis chaleureusement, avec attention et ouverture.

Un merci spécial à Gullistan, Chloé et Berevan qui nous ont accompagnés tout au long de notre périple et traduits sans relâche tout en organisant les rencontres, toujours avec douceur et bienveillance.

Merci aux femmes du Rojava qui nous transmettent un message au-delà des frontières, message de force et de courage qui transforme celles et ceux qui le reçoivent.

Merci enfin aux membres de la délégation pour votre bonne humeur, pour ces échanges profonds, pour votre enthousiasme et nos rêves partagés d'un monde plus solidaire.





# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
<b>1. LE NORD-EST SYRIEN FACE AUX DÉFIS DE LA (RE)CONSTRUCTION</b>	<b>6</b>
1.1. UN SYSTÈME SOCIAL, POLITIQUE ET ADMINISTRATIF EN ÉMERGENCE	6
1.2. LES GUERRES DU NORD ET DE L'EST SYRIEN ET LEURS SÉQUELLES	8
1.3. LES FRAGILITÉS PRÉEXISTANTES EXACERBÉES	11
<b>2. UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE LIMITÉE</b>	<b>14</b>
2.1. LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LE NORD-EST SYRIEN	14
2.2. LES MULTIPLES CONTRAINTES À LA COOPÉRATION	15
<b>3. LES PRINCIPAUX AXES DE COOPÉRATION</b>	<b>16</b>
3.1. APPUIS TECHNIQUES	16
3.2. APPUIS ET ÉCHANGES POLITIQUES	18
3.3. AUTRES PISTES	19
<b>EN CONCLUSION : QUELQUES PRINCIPES D'ACTION</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>21</b>
<b>ANNEXE 1 : LETTRE DE SOUTIEN DU RÉSEAU JASMINES</b>	<b>21</b>
<b>ANNEXE 2 : COMPOSITION ET PROGRAMME DE LA DÉLÉGATION</b>	<b>23</b>

## ACRONYMES

<b>AANES</b>	Administration Autonome du Nord et de l'Est de la Syrie
<b>FDS</b>	Forces Démocratiques Syriennes
<b>KDP</b>	Parti démocratique du Kurdistan irakien
<b>KRG</b>	Gouvernement Régional du Kurdistan
<b>NES</b>	Nord-Est Syrien
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>PKK</b>	Parti des travailleurs du Kurdistan
<b>PYD</b>	Parti de l'union démocratique syrien
<b>SDN</b>	Sociétés Des Nations
<b>UNHCR</b>	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
<b>YPG</b>	Unités de protection du peuple



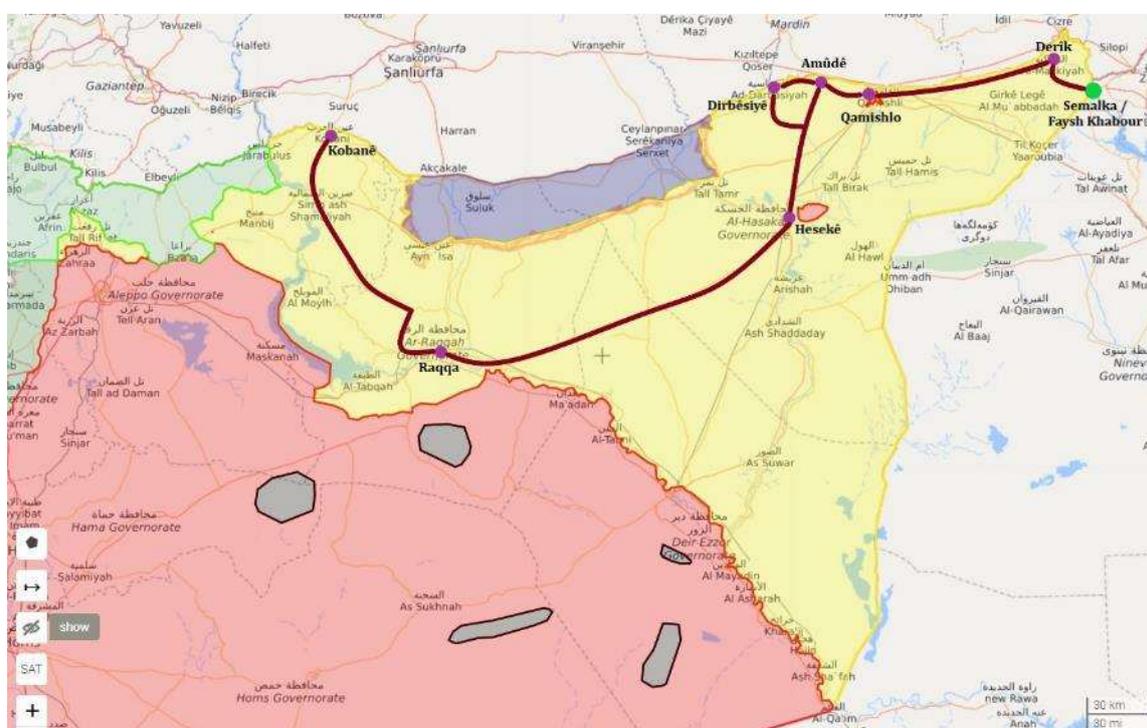
Quartier périphérique de Konabe @ Christophe Thomas

# INTRODUCTION

Sous l'impulsion de la Fondation Danielle Mitterrand, engagée depuis de nombreuses années auprès du peuple kurde, un projet impliquant des municipalités et des ONG a été initié. Dénommé JASMINES, ce projet rassemble aujourd'hui une douzaine d'acteurs qui se sont engagés pour renforcer les échanges et les coopérations avec le Nord-Est de la Syrie<sup>1</sup>.

Une délégation de ce réseau s'est rendue au NES durant neuf jours lors d'un voyage organisé du 21 mai au 5 juin 2021 via le Kurdistan irakien. Elle a rencontré des représentants de l'administration autonome du NES (AANES), des municipalités, des habitants engagés au niveau des communes ou de différents comités, des acteurs des mouvements de femmes, des coopératives, etc., et échangé avec eux à propos des avancées et des défis de la période actuelle. L'objectif de la délégation était de mieux comprendre la situation qui prévaut au NES et d'identifier des besoins et des pistes de coopération.

Itinéraire de la mission<sup>2</sup>



Ce rapport est l'un des produits de cette mission. Destiné à être diffusé pour favoriser la mise en place de partenariats, il n'est ni exhaustif ni totalement consolidé puisque issu d'une visite dont les objectifs étaient de favoriser les rencontres plutôt que de réaliser un diagnostic. Ainsi, les informations ont été collectées au gré des rencontres et complétées ensuite par l'analyse de documents et de données, peu nombreux sur ce contexte difficile d'accès.

Ce rapport présente donc l'analyse portée par la délégation à l'issue de la mission. Il est organisé en trois parties : 1) en premier lieu, il décrit les multiples défis actuels de la reconstruction au NES, puis 2) analyse les principales contraintes à la coopération pourtant espérée entre la France et le NES, et 3) présente enfin les pistes et principes de coopération identifiés.

<sup>1</sup> Voir la lettre d'engagement autour du projet JASMINES en annexe 1.

<sup>2</sup> Voir le programme de la délégation en annexe 2.

# 1. LE NORD-EST SYRIEN FACE AUX DÉFIS DE LA (RE)CONSTRUCTION

## 1.1. UN SYSTÈME SOCIAL, POLITIQUE ET ADMINISTRATIF EN ÉMERGENCE

### **Petit rappel historique : « du Rojava au Nord-Est syrien »**

Jusqu'à 2014, date de l'auto-proclamation de l'administration transitoire intérimaire, le Rojava décrivait une zone géographique – la partie occidentale du Kurdistan – sans autre réalité administrative. La région était alors administrée depuis Damas dans le cadre du système autoritaire mis en place suite à la prise de pouvoir du clan Bashar en 1970. La langue et la culture kurdes étaient proscrites, les postes importants confiés aux loyalistes arabes. La zone était exploitée pour ses richesses sans de réels investissements pour sa population. Dans ce contexte de marginalisation et d'oppression, les Kurdes de Syrie se sont organisés et n'ont cessé de réclamer la reconnaissance de leurs droits culturels et politiques.

Lors de la révolution de 2011 débutée dans le contexte du printemps arabe, les manifestations au départ pacifiques ont été brutalement réprimées par le régime de Damas. Le mouvement de contestation s'est alors peu à peu transformé en une rébellion armée dans les zones centrales du pays. En juillet 2012, le régime a retiré ses forces de sécurité de la plupart des zones kurdes pour les redéployer dans ces zones. C'est à ce moment-là que les Kurdes de Syrie et notamment le Parti de l'union démocratique syrien (PYD) ont occupé le vide de pouvoir laissé par l'autorité centrale et pris en charge l'administration du territoire, dans un certain *statu quo*.

À partir de 2012, profitant de la déstabilisation du régime de Damas, Daech s'est installé en Syrie depuis l'Irak jusqu'à instaurer sa capitale en 2014 à Raqqa. Les forces kurdes, organisée en « Forces Démocratiques Syriennes », se sont mobilisées, ont pris les armes contre l'État Islamique et sont devenues les principaux partenaires de la coalition internationale pour mener la guerre au sol contre Daech. Durant les années suivantes, en plein cœur du conflit syrien, le territoire kurde s'est organisé jusqu'à créer en 2016 une « région fédérale » composée de trois cantons, correspondant à une autonomie *de facto* qui reste fragile. Les habitants de cette zone se sont dotés d'un « contrat social » (sorte de Constitution) et, en 2017, ils ont élu leurs conseils municipaux.

Avec la libération des régions à majorité arabe de Raqqa et Deir Er Zor par les Forces Démocratiques Syriennes (coalition kurdo-arabe), l'auto-administration s'est étendue au-delà des zones à majorité kurde et constitue depuis 2017 l'Administration Autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES). Depuis mars 2019 et la fin de l'emprise territoriale de l'État Islamique, les territoires du NES représentent un tiers du territoire de la Syrie. Aux trois régions initiales à majorité kurde (Jezireh, Euphrate, Afrin), se sont ajoutés quatre régions à majorité arabes (Manbij, Tabqa, Raqqa, Deir-ez-Zor). L'AANES y déploie un système politique et social basé sur l'inclusion des diverses minorités et l'égalité homme-femmes, système résolument participatif et fondé sur la démocratie locale. Ce système est inspiré des écrits du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, accusé de terrorisme et enfermé depuis plus de vingt ans dans les prisons turques.

## La place des femmes : une réalité transformatrice

La présence des femmes à tous les niveaux, que ce soit dans l'administration ou dans les instances politiques, est sans doute le volet le plus visible et le plus abouti du nouveau dispositif administratif et politique. Elles sont en effet systématiquement représentées et résolument engagées dans la vie publique, y compris dans les représentations au niveau international.

Cette place des femmes dans la société kurde trouve ses racines dans l'histoire de cette région (telle que mise en exergue par la Jinéologie<sup>3</sup>), dans le projet politique d'Öcalan selon lequel « *la libération du Kurdistan et de la société kurde ne peut être réalisée sans la libération des femmes* » et dans le fait qu'elles aient pris les armes contre Daech.

Cette situation est aussi due à un travail de fond mené de longue date par des associations de femmes, comme le Kongra Star créé dès 2005 et qui a œuvré clandestinement pendant plusieurs années pour organiser et libérer les femmes, kurdes au départ, puis l'ensemble des femmes du Nord Est Syrien. Les maisons des femmes, créées en 2012 à Qamishlo, sont aujourd'hui présentes dans dix municipalités. En effet, dès qu'une ville était libérée de l'emprise de Daesh, ces associations se sont organisées pour ouvrir une « maison » et ainsi offrir des espaces de protection physique et psychologique aux femmes, ainsi que des espaces de médiations des conflits domestiques. La résistance de ces dernières depuis des décennies et leur implication dans la lutte armée contre Daech leur ont fait gagner le respect et une place inédite dans cette région du monde pourtant marquée par le patriarcat.



Le marché des femmes de Qamishlo @Christophe Thomas

<sup>3</sup> La jinéologie est un terme original composé du terme kurde "jin" qui veut dire femme et de "- logie" qui vient du grec λόγος, logos, « discours, raison ». Selon le Mouvement International des Femmes Kurdes, la jinéologie aspire à être la science qui analysera tous les faits concernant la femme, les problèmes rencontrés dans les relations homme/femme et les réponses radicales d'égalité et de liberté, en restant fidèle aux procédés rigoureux et aux méthodes précises de la science.

### **L'expérimentation démocratique en cours<sup>4</sup>**

Le nouveau contrat social qui se met en place dans le NES propose un projet de gouvernance locale basé sur les thèses développées par Murray Bookchin et Abdullah Öcalan. C'est un modèle de développement social et économique respectueux des valeurs démocratiques, de l'environnement, de l'égalité hommes/femmes, mais aussi des communautés ethniques et religieuses.

Le système politique local repose sur les plus petites institutions le composant, à savoir les communes, qui regroupent environ un millier de personnes et peuvent donc inclure un village, plusieurs villages plus modestes, le quartier d'une ville... Ces communes sont subdivisées en comités (éducation, économie, jeunesse, femme, réconciliation...) - dont le nombre dépend des besoins locaux - et agissent selon leurs moyens dans tous les aspects de la vie locale. Concrètement, cela peut se traduire par l'aménagement d'un jardin public, l'achat collectif d'un générateur, une médiation autour d'un différend foncier...

Les questions et problèmes qui ne sauraient trouver de réponse au sein de la commune sont renvoyés vers l'assemblée des communes, regroupement d'une petite dizaine à une vingtaine de communes et la municipalité, composée de plusieurs assemblées de communes. Cette dernière conduit les projets d'ampleur et les politiques d'investissements importantes que ne pourraient supporter les seules communes et assemblées de communes, davantage focalisées sur les besoins de la vie quotidienne et leur gestion.

À titre d'exemple, la municipalité (ou district) de Dêrik dans l'extrême nord-est, comprend cinq assemblées de communes (ou sous-districts) dont l'une est la ville elle-même, et 104 communes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la ville de Dêrik. De la même manière, la municipalité de Kobanê englobe la ville elle-même ainsi que 19 villages aux alentours (qui représentent un certain nombre de communes et d'assemblées de communes). Ces trois institutions de base du système démocratique actuellement en place dans le Nord et l'Est de la Syrie n'ont pas de prérogatives législatives qui sont débattues au niveau des cantons, des régions et de l'administration autonome.

Plusieurs principes de bases régissent la vie démocratique au NES. La co-présidence (une femme, un homme) des postes à responsabilité assure une représentation féminine à tous les échelons du processus de construction et de décision politique. Les mandats électoraux sont de deux ans, reconductibles une fois pour la même fonction. Toute personne est susceptible d'être révoquée s'il est établi qu'elle ne remplit pas correctement ses fonctions. Chaque institution élit ses représentant.e.s à l'échelon supérieur, hormis pour la co-présidence de la municipalité désigné au suffrage direct par la population dépendant de la municipalité en question. Enfin, ce système très fortement décentralisé garantit une représentativité fidèle à la composition démographique d'une zone donnée dans une région où cohabite une grande variété de communautés culturelles, religieuses et ethniques.

L'enjeu aujourd'hui est de forger la confiance entre communautés et de former des cadres pour construire la société de demain, ce qui est réalisé principalement par les académies.

## 1.2. LES GUERRES DU NORD ET DE L'EST SYRIEN ET LEURS SÉQUELLES

### **Du printemps syrien aux offensives turques en passant par Daech**

Ces dernières années ont vu se cristalliser sur le territoire du NES des conflits multiples en lien avec l'histoire du peuple kurde écartelé entre plusieurs pays, avec la révolte contre le régime de Damas, avec l'implantation de l'État

---

<sup>4</sup> Cette partie du rapport a été rédigée par Christophe Thomas, participant à la délégation, membre de la coopérative Fréquence Commune et adjoint municipal à la mairie de Saint-Senoux en charge de la Technique, sécurité & prévention des risques.

Islamique sur son territoire et dans sa capitale (Raqqā) à partir desquels seront orchestrés notamment les attentats du Bataclan<sup>5</sup>, jusqu'à devenir l'un des points de fixation des tensions entre la Turquie, la Russie et les États-Unis. Les forces kurdes et arabo-kurdes ont ainsi été impliquées, soutenues, utilisées et enfin abandonnées dans des calculs politiques complexes qui dépassent de loin les enjeux locaux.

Début 2015, les forces kurdes (YPG), soutenues par les frappes de la coalition conduite par les États-Unis, ont finalement chassé le groupe djihadiste de Kobané, à la frontière turque, après plus de quatre mois de violents combats. En octobre 2015, les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont été créées et ont alors reçu une aide conséquente de la coalition, en armement et en formation mais aussi en soutien aérien (y compris français).

Toujours en 2015, les militaires russes sont venus en soutien au gouvernement syrien. Avec l'assistance militaire de l'Iran, de la Russie et du Hezbollah libanais, le gouvernement syrien a commencé à retourner la situation militaire en sa faveur.

En octobre 2017, les FDS ont chassé l'État islamique de son fief de Raqqā et se sont emparées de son ultime bastion syrien, Baghouz, en mars 2019.

Lors de la création de la région « fédérale » et de son AANES, les Kurdes se sont attiré l'inimitié des forces de l'opposition, en plus de l'hostilité de la Turquie voisine qui qualifie les YPG de groupe terroriste. En 2019, l'offensive turque a été lancée au moment du retrait des troupes américaines des abords de la frontière syro-turque. Aujourd'hui, la Turquie occupe un territoire de 120 km de long sur 30 km de large, qualifié de « zone de sécurité ». Les civils qui ont fui cette zone dénoncent un pillage systématique de leurs villes et villages par les milices soutenues par Ankara. Le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU a également documenté de nombreuses violations des droits de l'homme dans ces régions.<sup>6</sup>

## Des villes dévastées

Le niveau des destructions en zones urbaines, notamment à Raqqā et Kobané, est frappant. Certains participants à la délégation - pourtant familiers des zones de conflit - ont été choqués par les dégâts constatés dans ces deux villes. Ce constat rejoint celui de Donatella Rovera (Amnesty International) qui déclarait en 2020 : « *Sur le terrain, nous avons vu à Raqqā un niveau de destruction incomparable à celui que nous avons pu constater dans toutes les zones de guerre où nous nous sommes rendus depuis des décennies* ». L'ancienne capitale de l'État islamique est même généralement considérée comme la ville la plus détruite des temps modernes.

À Raqqā, ces destructions sont principalement dues aux bombardements de la coalition, qui venaient en appui aux combats au sol menés par les forces d'autodéfenses arabo-kurdes. Ces actions ont duré quatre mois et tué plus de 1 600 civils, rendant environ 80 % de la ville inhabitables selon certaines estimations, dont celle rapportée à la délégation par l'équipe municipale de Raqqā. La ville de Kobané a elle aussi été très durement impactée par les mois de combats contre l'État islamique en 2015 avec un quartier qui est toujours en l'état aujourd'hui, en mémoire des combattants.

Des bâtiments éventrés, des maisons écroulées, des ponts coupés... : ces villes mettront des années à se reconstruire. Il faut commencer par déminer, décontaminer la zone de toutes les munitions non explosées et des nombreux pièges (*booby traps*), détruire un grand nombre de bâtiments trop endommagés et trouver le moyen d'évacuer les décombres, ce qui représente un énorme défi technique et social au cœur d'une ville où les habitants sont revenus vivre. Les infrastructures souterraines pour l'acheminement en eau et l'évacuation des eaux usées, déjà vétustes, ont été endommagées par le manque d'entretien et parfois par les bombardements.

<sup>5</sup> Cf. « [Perte de Raqqā par l'EI: "les crimes du Bataclan pas impunis", affirme Le Drian](#) », AFP, 20 octobre 2017.

<sup>6</sup> Cf. [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/09/15/un-rapport-de-l-onu-devoile-des-exactions-systematiques-dans-les-regions-sous-control-turc-en-syrie\\_6052274\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/09/15/un-rapport-de-l-onu-devoile-des-exactions-systematiques-dans-les-regions-sous-control-turc-en-syrie_6052274_3210.html)

Malgré toutes ces difficultés, Raqqa comme Kobané se repeuplent. La population y est revenue et redémarre une vie urbaine et économique au milieu des décombres. Ces deux villes accueillent ainsi des déplacés d'autres zones de Syrie qui viennent chercher là la sécurité et des opportunités économiques. Ce sont des villes symboles de la résistance et de la résilience de ces populations.



Quartier détruit de Kobane @Véronique de Geoffroy

## La guerre de l'eau

Sujet de tensions depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, la gestion de l'eau du Tigre et de l'Euphrate est au cœur des enjeux entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Elle fournit en cela une clef de lecture des conflits entre pays de cette zone qui se superpose à la question kurde et a donné lieu à divers traités depuis un siècle, notamment pour régler la quantité d'eau que la Turquie doit laisser en aval de ses frontières pour la Syrie.

Actuellement, la Syrie - et notamment le NES - subit une pénurie d'eau importante ainsi que des coupures d'électricité du fait d'un débit trop faible de l'Euphrate causé par la Turquie<sup>7</sup>. Par ailleurs, les territoires frontaliers entre la Turquie et la Syrie, actuellement occupés par la Turquie, ont coupé le NES de la gestion de certaines de ses sources d'approvisionnement en eau potable. Des systèmes électriques défectueux sur les stations de pompes restreignent également l'approvisionnement en eau potable, mettant en danger la survie d'une population estimée à 600.000 personnes dans la ville d'Heseké et ses alentours. La situation est aujourd'hui critique et fait craindre une catastrophe humanitaire<sup>8</sup> dans cette région agricole, comme indiqué par Imran Riza le coordinateur humanitaire pour la Syrie<sup>9</sup>.

<sup>7</sup> « [L'Euphrate, l'autre arme de la Turquie contre les Kurdes en Syrie](#) », *Courrier International*, 5 mars 2021.

<sup>8</sup> « [La sécheresse menace le nord-est syrien de catastrophe humanitaire](#) », *Le Figaro*, 31 mai 2021.

<sup>9</sup> « [Statement on Essential Services in Syria](#) », OCHA - UN RC/HC Syria, 17 juin 2021.

## L'embargo

*De facto*, le NES est donc sous un quasi-embargo : au sud et à l'ouest, le régime syrien contrôle les points de passage pour l'ensemble des biens, y compris l'aide humanitaire ; au nord, la Turquie a fermé ses frontières avec la Syrie ; ne reste que la frontière avec le Kurdistan irakien contrôlée par le KRG (Gouvernement Régional du Kurdistan), d'autant plus stratégique pour l'AANES qu'elle constitue la seule ouverture sur l'extérieur. La plupart des importations et exportations ainsi que la mobilité des populations en dehors du NES repose en effet sur la porosité de cette frontière alors qu'elle est régulièrement le théâtre de tensions entre les différents partis kurdes de la région (PKK, PYD, KDP) ainsi qu'une zone d'incursion turque<sup>10</sup>.

En ce qui concerne l'approvisionnement de l'aide humanitaire, le gouvernement syrien a restreint l'accès dans les zones qu'il ne contrôle pas, une mesure de rétorsion qui doit lui permettre de reprendre le contrôle de l'ensemble du pays. Cet accès est ainsi soumis depuis 2014 à des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies qui ont désigné 4 points d'accès pour distribuer l'aide sans l'accord de Damas. La Russie et la Chine ont bloqué la dernière résolution pour 3 des 4 points d'accès depuis la fin 2019 et le mandat permettant l'ouverture du dernier point d'entrée pour le NES arrive à expiration en juin 2021.

## Les déplacés et les camps

Depuis dix ans, le conflit en Syrie a déplacé plus de la moitié de la population nationale (environ 17 millions d'habitants), dont plus de 6 millions de personnes à l'intérieur de leur propre pays. Selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés (UNHCR), le NES abritait 700 000 personnes déplacées avant l'offensive turque, dont 130 000 installés dans douze camps ou établissements informels, la majorité de ces personnes vivant dans des communautés d'accueil et des abris dans les provinces d'al-Hasakah, de Raqqa et de Deir Ez-Zor. En octobre 2019, l'offensive turque a déclenché une nouvelle vague de déplacements, au cours de laquelle plus de 200 000 personnes ont fui leur foyer.

La mission n'a pas visité de camps de déplacés mais ce sujet est majeur aujourd'hui dans la région. L'AANES, quelques ONG locales et les communautés hôtes prennent en charge la majorité des déplacés avec très peu d'aide internationale du fait des contraintes d'accès et d'approvisionnement.

Enfin, la question des camps de djihadistes étrangers et du rapatriement de leurs enfants est critique pour l'AANES, notamment au niveau de ses relations extérieures. Le manque de soutien de la communauté internationale pour juger les criminels et le peu d'efforts pour rapatrier les enfants de djihadistes : tout cela constitue selon l'AANES « une faute morale » de la part des États occidentaux.

# 1.3. LES FRAGILITÉS PRÉEXISTANTES EXACERBÉES

## Des infrastructures manquantes ou vieillissantes (eau, déchets, pétrole, etc.)

Certaines infrastructures étaient déjà vétustes avant la guerre et se trouvent aujourd'hui dans un état critique, notamment celles d'approvisionnement en eau (pompage, réseaux de distribution). Ainsi, à Qamishlo par exemple, les dix pompes qui collectent l'eau des puits environnants et approvisionnent la ville datent de 1974. Certaines de ces pompes ne fonctionnent plus malgré de multiples réparations et l'une des deux réserves de 30 000 m<sup>3</sup> a besoin

<sup>10</sup> « [The Making of the Kurdish Frontier: Power, Conflict, and Governance in the Iraqi-Syrian Borderlands](#) », Harith Hasan and Kheder Khaddour, 30 mars 2021, Carnegie Center.

d'être refaite. Les canalisations des villes ont souvent été citées comme défectueuses et nécessiteraient d'importants travaux de réhabilitation, d'autant plus que la gestion de l'eau devient vitale dans toute la région à cause du conflit avec la Turquie déjà mentionné et des sécheresses à répétition dues au changement climatique.

La gestion des eaux usées constitue elle aussi un enjeu crucial dans les zones urbaines avec des réseaux vétustes comme à Qamishlo ou dans certains quartiers en périphérie urbaine qui ne sont connectés à aucun réseau de traitement des eaux usées, comme à Kobané.

La gestion des déchets s'avère elle aussi un enjeu essentiel et de plus en plus critique dans le NES. Les bords des routes et les abords des zones urbaines sont en effet jonchés de sacs plastique et d'autres déchets à l'abandon. Face à cela, plusieurs municipalités visitées démarrent ou reprennent des projets de décharge dans le but de trier et gérer leurs déchets. En attendant, les équipements sont basiques comme à Qamishlo où les camions de ramassage de poubelles manquent même si la municipalité investit dans un centre de collecte et a pour projet un centre de tri des déchets.

La mission n'a pas visité de lieu d'exploitation du pétrole mais a pu observer sur la route des derricks vieillissants. Cette question de l'exploitation du pétrole est stratégique pour l'AANES qui en tire une source de revenus essentielle mais les infrastructures se dégradent ou ne permettent pas de raffiner la ressource dans de bonnes conditions. Les raffineries artisanales sont une source de pollution importante, comme cela nous a été signifié à plusieurs reprises lors des entretiens.



*Derricks sur la route vers la frontière Irakienne @Véronique de Geoffroy*

### **Les services de base aux populations (éducation, santé)**

Peu soutenus par le régime avant la guerre, les services de base aux populations en matière d'éducation et de santé sont désormais gérés par l'AANES. La question de l'éducation représente un enjeu crucial de diffusion des messages essentiels du nouveau contrat social. Ainsi, les programmes ont été totalement refondus pour intégrer l'apprentissage de la langue kurde au côté de l'arabe et du syriaque, encourager la participation des élèves et notamment des jeunes filles, ou encore expliquer la place de la femme dans la société. Ces changements ne sont pas toujours bien acceptés et ont mené à des tensions de la part de certains parents d'élèves qui préfèrent envoyer leurs enfants dans les écoles gérées par le régime.

Le domaine de la santé, quant à lui, a été utilisé tout au long du conflit comme une arme de guerre par le régime. Des hôpitaux ont en effet été visés et détruits dans les zones non gouvernementales. Aussi, le système de santé est aujourd'hui exsangue avec plus de 70 % du personnel de santé qui s'est exilé. À l'heure actuelle, la question de l'accès aux vaccins s'avère un nouveau moyen de pression sur les entités non gouvernementales, Damas cherchant à contrôler l'acheminement des vaccins COVID sur l'ensemble du territoire.

### **Le « grenier de la Syrie » ou la monoculture du blé**

Le NES est une terre agricole extrêmement riche, où le blé et le coton étaient cultivés de façon extensive et dans le cadre d'une politique agricole organisée depuis Damas. La majorité de la population cette région vit toujours de la production agricole mais les systèmes d'exploitation agricoles ont été bouleversés par le conflit. Les intrants sont difficiles à acheminer, le fuel nécessaire pour irriguer vient à manquer du fait de la crise du pétrole, les pièces détachées pour les tracteurs sont difficiles à acheminer du fait du quasi-embargo...

Aujourd'hui, les champs de blé jaunis par la sécheresse s'étendent à perte de vue, la culture du coton a régressé et les troupeaux de moutons sont de plus en plus présents, pâturent les steppes ou les chaumes après récolte. Cette année, comme en 2018 et de façon récurrente depuis le début des années 2000, la sécheresse a compromis les récoltes. En revanche, l'année 2020 a été exceptionnelle, permettant la consolidation des coopératives qui avaient misé sur le blé.

L'AANES tente de diversifier les cultures et vise l'autonomie alimentaire, misant sur la richesse de ses sols (les alluvions de l'Euphrate) et le savoir-faire agricole de ses habitants. Cela passe par le développement des coopératives agricoles au niveau des communes mais aussi par des programmes de diversification avec la culture des pommes de terre ou même le maraîchage. Ces coopératives diversifient aujourd'hui leurs sources de revenus pour ne plus dépendre uniquement de la culture du blé qui devient trop aléatoire. Car la question de l'agriculture et de son adaptation au changement climatique est sans aucun doute un enjeu d'avenir crucial pour le Rojava.

## 2. UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE LIMITÉE

### 2.1. LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LE NORD-EST SYRIEN

La France s'installe en Syrie avec une forte présence militaire en 1916 suite au partage des terres de l'Empire ottoman entre Français et Britanniques. Dès la fin de la Première guerre mondiale, à cause de conflits et de tensions contre l'armée française, la France mobilise la Société des Nations (SDN). La Syrie, comme le Liban, a alors été mise sous administration française de 1920 à 1946 avec un mandat de la SDN. Durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la Syrie et la France entretiennent des relations diplomatiques particulières, fortement influencées par le contexte régional et une connaissance réciproque approfondie.

Dès le début du conflit syrien, la France se positionne rapidement contre le régime de Damas puis à partir de 2015 dans la coalition internationale contre Daech, position résumée alors par la formule « ni Bachar, ni Daech ». La France suit également les États-Unis dans le renoncement à des prises de positions fortes contre Damas suite au massacre de la Ghouta, où le gaz sarin a été utilisé contre les civils en août 2013. Aujourd'hui, les acteurs principaux du règlement politique sont la Russie, l'Iran, la Turquie, les États-Unis, tandis que l'Europe est paralysée par ses divisions sur la politique à adopter vis-à-vis de la Syrie. La France ne participe pas au processus de négociation à Genève qui inclut le régime.

Aujourd'hui, les relations avec le NES sont délicates pour des raisons diplomatiques liées à l'équilibre des forces en présence dans la région. Pour autant, le président français Emmanuel Macron a accueilli en avril 2019 une délégation des FDS et de leur bras politico-diplomatique, le CDS (Conseil Démocratique Syrien), et début 2021, une délégation de parlementaires français et européens s'est rendue au Kurdistan irakien et au Rojava.

Il existe par ailleurs une relation particulière entre les Français et le peuple kurde qui s'explique en partie par la présence d'une diaspora kurde active et organisée dans l'Hexagone. On estime en effet qu'environ 300 000 Kurdes vivent en France, organisés pour certains dans le cadre d'associations.

Par ailleurs, à de très nombreuses reprises lors de la mission, la mémoire de Danielle Mitterrand a été invoquée. Son rôle auprès des Kurdes d'Irak lors de la première guerre du Golfe puis, plus globalement, dans l'ensemble de la région toujours auprès du peuple kurde a laissé des traces encore vivantes aujourd'hui.

Bien évidemment, l'histoire récente de l'implantation de Daesh à Raqqa et le fait que les attentats du Bataclan de novembre 2015 y aient été organisés ont créé un autre lien dans l'imaginaire collectif entre le NES et la France. Les combattants et combattantes kurdes contre Daech sont ainsi devenus le symbole de la défense de la liberté contre l'obscurantisme et la barbarie, et les attentats ont consolidé la participation française à la coalition internationale contre l'État islamique.

## 2.2. LES MULTIPLES CONTRAINTES À LA COOPÉRATION

La France à travers le Centre de Crise et de Soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a financé de l'aide humanitaire et de stabilisation dans le NES pour un montant total de plus de 82 millions d'euros (2017-2020), somme relativement importante pour la France par rapport à d'autres crises humanitaires. Ces fonds sont alloués principalement à des programmes d'urgence dans les zones libérées de Daech pour répondre aux besoins de première nécessité et stabiliser ces territoires<sup>11</sup>. Pour autant, les financements internationaux pour la reconstruction sont extrêmement faibles face à l'ampleur des besoins, comme souligné par Leïla Mustapha (co-maire de Raqqa) à la délégation et à la presse lors de son passage à Paris en juin 2021<sup>12</sup>.

Pour les États bailleurs de fonds, la première contrainte est l'interprétation politique qui pourrait être faite d'un financement important à la reconstruction, en soutien à une administration non reconnue au niveau international. Pourtant, l'aide humanitaire qui répond aux principes de neutralité et d'impartialité ne devrait pas être interprétée comme un soutien politique. Malgré cela, on voit combien l'ouverture des postes de frontières pour l'aide humanitaire est un enjeu de politique internationale, comme le prouvent notamment les blocages au sein du conseil de sécurité pour voter les résolutions correspondantes. L'aide humanitaire internationale destinée aux populations déplacées demeure ainsi sous le contrôle de Damas, les agences des Nations-Unies ne reconnaissant pas l'AANES comme interlocutrice. De ce fait, depuis des années, les ONG indépendantes qui désirent travailler au Kurdistan syrien et dans les zones sous contrôle FDS opèrent depuis l'Irak. Pour certains États bailleurs de fonds, l'interprétation politique du financement de la reconstruction par le régime de Damas ou d'autres parties prenantes au conflit représente donc très certainement un obstacle majeur.

Par ailleurs, de nombreuses contraintes administratives et logistiques freinent les coopérations avec l'AANES, comme l'absence de système bancaire au sein de ce territoire, en raison de la non-reconnaissance juridique actuelle de l'entité autonome. Cette situation complique les transferts bancaires et implique de travailler avec des partenaires sur place capables de faire transiter des fonds en utilisant pour certains le système de Hawala<sup>13</sup>. Les contraintes logistiques (pour le fret et l'accès) sont également très fortes puisqu'il n'y a pas d'aéroport international et que la seule ouverture sur l'extérieur est la frontière avec l'Irak. Enfin, la situation sécuritaire encore précaire ne favorise pas les visites ni les investissements de long terme.

Dans la géopolitique de la région, il est par ailleurs important pour de nombreux états européens de ne pas créer de tension politique avec la Turquie du fait de leur gestion de la question des réfugiés. Or la Turquie, en guerre contre le PKK depuis 1984, considère le PYD et l'AANES comme une extension du PKK. L'ombre portée du chef kurde en prison pour accusation de terrorisme reste prégnante. Il est aussi possible que la radicalité du contrat social, féministe, environnementaliste et participatif qui se met en place dans le NES fasse peur.

Toutes ces difficultés et contraintes expliquent certainement le peu d'aide internationale et la très faible présence des acteurs internationaux dans cette région. Selon les membres de la délégation, cette situation combinée à la dette morale de l'Occident vis-à-vis des nombreux combattants, souvent très jeunes, morts dans les combats contre Daech, semble particulièrement injuste et appelle à un sursaut de solidarité, malgré les difficultés.

<sup>11</sup> <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/syrie/nord-est-de-la-syrie-la-france-s-engage-pour-les-territoires-liberes-de-daech/>

<sup>12</sup> Voir notamment « [Syrie- l'aide internationale fait défaut à Rakka selon sa maire kurde Leïla Mustafa](#) », Le Monde du 15 juin 2021

<sup>13</sup> Système de transferts de fonds informel. Selon Wikipedia : Le principe de base de tout hawala est de faire circuler l'argent dans un réseau d'agents de change (les hawaladars) : un client donne une somme d'argent à l'un de ces agents, qui contacte l'agent le plus proche du destinataire de cette somme et lui demande de lui verser cette somme (moins une commission, généralement) en échange de la promesse de la lui rembourser plus tard.

## 3. LES PRINCIPAUX AXES DE COOPÉRATION

La délégation a répertorié un certain nombre de projets qui lui ont été présentés et qui sont proposés aux membres du projet JASMINES. Ils sont de natures diverses, depuis des appuis techniques à des demandes d'appui et d'échanges de nature plus politique. Enfin, ils devraient tous répondre à un certain nombre de principes proposés en conclusion.

### 3.1. APPUIS TECHNIQUES

#### **Gestion des déchets**

De nombreux projets visités relevaient de la gestion des déchets : nouvelles stations de tri déjà construites, filières de recyclage du plastique à soutenir, décharge à réhabiliter ou ancienne décharge à assainir, etc. La recherche du respect de l'environnement dans ce domaine ouvre des voies pour des programmes innovants et stimulants. Les besoins sont réels, les volontés affirmées et les changements déjà engagés par certaines municipalités. La question de la réduction des déchets mériterait probablement d'être renforcée et intégrée de façon transversale dans ces projets, en commençant par exemple par favoriser des échanges Sud-Sud avec des pays qui ont interdit l'usage des sacs plastiques.



*Décharge à ciel ouvert de Kobane @Christophe Thomas*

## Gestion de l'eau

Comme décrit plus haut dans ce rapport, la question de l'eau est cruciale pour le Rojava. C'est une question à la fois urgente et de long terme, technique, sociale et politique. Il s'agit ainsi dans certaines zones de réhabiliter les stations de pompage ou les réseaux de distribution, de s'adapter à la gestion de la pénurie, de répartir la ressource entre les besoins de l'agriculture et des villes, de mettre en place des systèmes de traitement des eaux usées, etc. Au niveau de la municipalité de Heseké, le comité de l'eau a des demandes d'appui conséquentes et des propositions d'actions précises pour répondre à la situation critique actuelle.

Il est à noter que dans les stations de pompage visitées, certains ingénieurs étaient encore payés par le régime et travaillaient en équipe avec ceux dépendant de l'AANES. Cette interaction est précieuse pour maintenir ouverts des canaux de communication en attendant que les circonstances permettent d'engager des processus de réconciliation. Comme constaté dans de nombreux autres pays en situation post-conflit, les techniciens se retrouvent alors autour de problématiques concrètes et le destin commun oblige alors à retrouver des voies de dialogue et de coopération.

## Production agricole (vers l'autonomie alimentaire)

Comme décrit plus haut, la diversification agricole pour tendre vers l'autonomie alimentaire est un enjeu majeur pour le Rojava. Cette transformation passera nécessairement par une gestion des ressources naturelles (fertilité des sols et eau) qui demande des approches innovantes de type agroécologie, tout en restant ancrée dans des pratiques anciennes (rotations triennales, augmentation des surfaces en cultures fourragères de type luzerne, etc.) bien connues au Moyen-Orient. De réels atouts naturels et sociaux existent, mais ces approches constituent aussi un défi au vu des contraintes d'approvisionnement, des pénuries d'eau et des effets du changement climatique. Une réflexion et des appuis seraient très certainement nécessaires pour que cette révolution agricole puisse être écologique. L'enjeu est ici de taille : passer d'une agriculture extensive à une agriculture plus diversifiée sur des échelles plus petites comme expérimenté au niveau des communes, et tenter un certain nombre d'innovations techniques pour s'adapter au changement climatique.



La pépinière de la Tresse Verte à Qamishlo @Christophe Thomas

### **Appui à aux activités économiques de petite échelle**

La volonté de développer les coopératives - résumée dans la campagne actuelle « une coopérative par commune » - repose sur une diversification des activités économiques à petite échelle. Au-delà de l'agriculture, il s'agit pour les coopératives de développer d'autres sources de revenus liés à l'artisanat, à des petites unités de production manufacturées, etc. Cela nécessite des accompagnements techniques, des formations et des investissements pour l'équipement. Autant de besoins qui peuvent devenir des projets de coopération.

De même, les maisons des femmes ont exprimé un besoin de formations en gestion de projets et, à plusieurs reprises, des besoins d'appui pour des projets d'activités génératrices de revenus à destination des femmes comme un projet d'investissement pour du matériel et la réhabilitation d'un atelier de couture.

## 3.2. APPUIS ET ÉCHANGES POLITIQUES

### **Renforcement des compétences des cadres de l'administration**

À plusieurs reprises, des représentants des municipalités ont exprimé un besoin de renforcement de compétences sur des enjeux techniques ou de gestion de projets. Les différents projets de coopération technique pourraient intégrer une dimension de renforcement de compétences en plus des actions mises en œuvre. Par ailleurs, des coopérations spécifiques pourraient être établies avec des universités ou des « académies » pour y intégrer des modules de formation ciblés.

### **Plaidoyer international pour l'accès à l'eau**

La « guerre de l'eau » ne se règlera pas seulement par des appuis techniques. Elle nécessite également un plaidoyer qui relaie le problème auquel sont confrontées les autorités et les populations du NES. Les partenaires du réseau JASMINES pourraient consolider un argumentaire pour faire remonter auprès du gouvernement français une demande d'intervention au niveau international, voire trouver des partenaires en France et à l'étranger comme le réseau *Fearless cities* pour porter ce plaidoyer. Cet axe de plaidoyer pourrait être suivi sur le long terme par le réseau en faisant remonter aux niveaux national et international les informations recueillies auprès des partenaires de terrain sur la durée.

Par ailleurs, la municipalité de Qamishlo organise un Forum de l'eau en septembre 2021. Soutenir et/ou participer à cet évènement pourrait consolider des liens et démontrer une solidarité internationale sur cette thématique.

### **Mise en réseau et plaidoyer pour la libération des femmes**

À plusieurs reprises, la délégation a rencontré des représentantes des maisons des femmes et du Kongra Star qui s'inscrivent dans des mouvements internationaux et désirent consolider leurs relations l'étranger. Favoriser des échanges avec ces entités, s'inscrire dans des campagnes internationales à leurs côtés, les inviter dans des évènements internationaux, etc., sont autant d'initiatives qui seront les bienvenues et pourront les renforcer.

### **Échanges sur l'expérimentation démocratique**

L'expérimentation politique en cours dans cette région du monde est très particulière. Elle constitue une source d'apprentissage pour nos démocraties et nos sociétés qui réclament plus d'horizontalité, de participation, de parité, de respect de la nature, etc. Ce qui se joue au Rojava mérite d'être connu, compris, partagé et accompagné. C'était

le message porté par les représentants de Fréquence Commune et des Villes en Transition au sein de la délégation. C'est aussi évidemment l'un des objectifs centraux du projet JASMINES et de la Fondation Danielle Mitterrand. Certains des interlocuteurs rencontrés lors de la mission ont exprimé leur envie et besoin d'échanger sur leur modèle en émergence et de s'appuyer sur d'autres expériences. Il existe donc là un intéressant terreau d'échanges bilatéraux et d'apprentissages mutuels sur des modèles politiques alternatifs

### 3.3. AUTRES PISTES

#### **Culture et jeunesse**

Des demandes ont été exprimées pour soutenir des centres culturels et des festivals, fournir des livres à des bibliothèques, etc. Ce genre de coopération peut permettre de poser les premières bases et favoriser la création de liens directs sans être trop complexes par ailleurs.

#### **Éducation**

La toute jeune Université du Rojava, basée à Qamishlo, cherche à établir des partenariats avec d'autres universités et permettre des échanges universitaires.

#### **Santé**

Comme décrit plus haut, les capacités des services de santé ont été très endommagées par les années de guerre et d'embargo. Le centre des blessés de Kobané cherche à organiser des transferts médicaux pour traiter des malades/handicapés qui ne peuvent être soignés sur place.



Enfants du village de Jarudî @Christophe Thomas

# EN CONCLUSION : QUELQUES PRINCIPES D'ACTION

Quels que soient les projets de coopération, un certain nombre de principes d'action devraient être respectés, constituant un socle de valeurs partagées au sein du réseau JASMINES, qui se conçoit comme une plateforme multi-acteurs de facilitation d'échanges et de coopérations.

L'expérience de l'aide dans ces contextes fragiles où les blessures du passé sont encore à vif démontrent que les projets d'aide, même armés de la meilleure volonté, peuvent avoir des impacts négatifs si une approche préventive de gestion des risques n'est pas systématiquement appliquée. Il faut ainsi rappeler **l'impératif de « ne pas nuire »** et s'interroger en amont de l'action sur les risques de déstabilisation sociale, les risques de dégradation de l'environnement, les risques sécuritaires, etc.

Au vu des enjeux de consolidation du modèle d'organisation en cours d'émergence, les programmes de coopération devraient se positionner **en appui, accompagnement et soutien aux municipalités**. Cela nécessite une attention de tous les instants, des efforts de compréhension, de communication et de coordination avec les acteurs en présence. De même, les programmes devraient adopter une **approche participative et inclusive** pour les différentes parties prenantes aux projets.

Bien évidemment, tout type de programme devrait systématiquement apporter une attention particulière à la **place des femmes** et soutenir le projet de libération de la femme porté par le contrat social du Rojava. Cela signifie une analyse des projets via la question du genre : à qui bénéficient les résultats du projet ? Qui participe aux décisions et instances stratégiques ? Quels sont les risques potentiels de ce projet pour les femmes ? etc.

Enfin, la **régénération de l'environnement** devrait être intégrée de façon transversale dans tous les programmes, y compris ceux qui ne visent pas les enjeux environnementaux et qui s'intéressent par exemple à l'économie, au développement urbain ou au renforcement des capacités des partenaires. Une réflexion sur l'empreinte environnementale de chaque programme devrait être menée et des choix stratégiques et techniques faits en conséquence.

En conclusion, les programmes devraient adopter une **approche incrémentale et apprenante** en prenant le temps de construire la confiance à travers des analyses partagées des enjeux, des besoins et des solutions. Travailler dans ces conditions demande du temps, du dialogue, des moyens, l'acceptation des erreurs et une véritable démarche d'apprentissage collectif. Une exigence de transparence et d'apprentissage collectif pourrait être posée en amont des programmes à travers la mise en place de mécanismes d'évaluation. Les programmes devraient pouvoir s'inscrire dans le temps long afin que les acquis puissent être consolidés et cela, avant de changer d'échelle ou de se déployer. Cela nécessite un rôle pour l'expertise et l'évaluation dans les programmes, rôle qui pourrait être mutualisé au sein du réseau JASMINES.

# ANNEXES

## ANNEXE 1 : LETTRE DE SOUTIEN DU RÉSEAU JASMINES



**FONDATION  
DANIELLE  
MITTERRAND**  
DONNONS VIE AUX UTOPIES

Le 19 mai 2021,

*À l'attention des actrices et acteurs locaux, des responsables politiques et administratifs, des initiatives de la société civile, et de toutes celles et ceux qui font vivre l'expérience politique alternative de la région autonome de la Syrie du Nord et de l'Est,*

Nous, collectivités locales, associations, ONGs de développement et d'expertise basées en France, souhaitons adresser par cette lettre commune tout notre soutien aux habitantes et habitants de la région autonome du Nord et de l'Est de la Syrie.

Nous saluons les alternatives concrètes inédites qui s'inventent et se mettent en place dans ce territoire issu de la guerre en Syrie et du combat des Forces Démocratiques Syriennes contre Daech, où près de 5 millions de personnes vivent, cultivent, grandissent, travaillent et construisent un modèle de société basé sur la démocratie locale, l'émancipation des femmes et l'égalité des genres, l'économie sociale, l'écologie, et la coexistence pacifique des peuples par le pluralisme culturel et linguistique.

Cette région, et toutes celles et ceux qui comme vous la bâtissent et en forment le cœur vibrant, sont une véritable source d'inspiration et d'apprentissage en France pour tous les acteurs – municipalités, tissu associatif et ONGs – impliqués dans des dynamiques d'émancipation et de transformation sociale, écologique et démocratique.

Nous savons à quel point votre situation est fragile, et dénonçons les nombreuses menaces qui pèsent sur la paix : occupation et invasion de l'armée turque, cellules dormantes de Daech, conflit larvé avec le régime de Bachar El-Assad, crise sanitaire et économique, embargos.

Nous affirmons notre solidarité et notre soutien avec les populations et les acteurs locaux qui fournissent les services publics sur place pour faire face aux immenses besoins vitaux, notamment dans le domaine de l'économie sociale, de l'eau et des ressources naturelles, de la gestion des déchets et du recyclage, de l'éducation, de l'égalité des genres, ou du renforcement des capacités.

C'est dans cette perspective que nous construisons en France le projet JASMINE, qui regroupe municipalités et société civile, pour renforcer les échanges et les coopérations avec le Nord-Est de la Syrie. À travers cette première délégation d'élus et de représentants associatifs pour rencontrer les acteurs locaux et connaître les besoins sur le terrain, nous souhaitons nous inscrire dans une perspective de long-terme, envisager différentes coopérations sur des projets concrets, et des échanges réciproques basés sur la confiance et la solidarité.

Par cette lettre commune, nous vous adressons notre soutien et nos sincères et respectueuses salutations,

## **SIGNATAIRES**

- Mme. Léonore Moncond'huy, Maire de Poitiers
- Mme. Zoé Lorioux-Chevallier, Adjointe au Maire de Poitiers, déléguée à la coopération extérieure et aux partenariats
- Mme. Sonia Zdorovtsoff, Adjointe au Maire de Lyon, déléguée aux Relations, à la coopération et à la solidarité internationales
- Mme. Corinne Morel-Darleux, élue régionale Auvergne-Rhône-Alpes et administratrice de la Fondation Danielle Mitterrand
- M. Eric Piolle, maire de Grenoble
- M. Grégory Doucet, maire de Lyon
- M. Bruno Bernard, président de la Métropole de Lyon
- Ville de Paris
- Ville de Bordeaux
- Gilbert Mitterrand, Président de la Fondation Danielle Mitterrand
- Jérémie Chomette, directeur de la Fondation Danielle Mitterrand
- Tony Rublon, président des Amitiés Kurdes de Bretagne
- Thierry Lamberthod, président des Amitiés Kurdes de Lyon Rhône Alpes

## ANNEXE 2 : COMPOSITION ET PROGRAMME DE LA DÉLÉGATION

Du 24 mai au 2 juin, une délégation de représentants associatifs et de municipalités françaises s'est rendue dans la région de Syrie du Nord et de l'Est, pour rencontrer des acteurs et actrices locaux de la société civile et des municipalités, échanger sur les besoins des populations et les possibles coopérations à mettre en place.

### **COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION**

Impulsée par la Fondation Danielle Mitterrand, la délégation était composée de :

- Jérémie Chomette, directeur de la Fondation Danielle Mitterrand
- Corinne Morel-Darleux, écrivaine, élue régionale Auvergne-Rhône-Alpes et administratrice de la Fondation Danielle Mitterrand
- Achille du Genestoux, trésorier et membre du bureau de la Fondation Danielle Mitterrand
- Pierre Bonneau, chargé de programme « Alternatives Démocratiques & Commun(s) » à la Fondation Danielle Mitterrand
- Antoine Back, élu municipal de Grenoble, adjoint aux Risques, Prospective et résilience territoriale, Évaluation et nouveaux indicateurs, Stratégie alimentaire
- Marine Perrin, chargée de missions au sein de la Délégation Générale des Relations Internationales pour le suivi des relations avec l'Afrique du Nord et le Proche Orient
- Christophe Thomas, membre de la coopérative Fréquence Commune et adjoint municipal à la mairie de Saint-Senoux en charge de la Technique, sécurité & prévention des risques
- Véronique de Geoffroy, directrice générale du Groupe Urgence Réhabilitation Développement

### **PROGRAMME DES RENCONTRES**

#### Lundi 24 mai 2021 –Dérîk

- Visite d'un centre de formation de femmes à l'informatique et aux langues
- Rencontre de la municipalité et de l'Assemblée des peuples de Dérîk
- Rencontre des participants de la « commune » du village de Jarudî
- Rencontre de l'association SawSun et du centre de formation à la médecine d'urgence à Dérîk

#### Mardi 25 mai – Ville de Qamishlo et Amudê

- Rencontre du Département des relations extérieures de l'Auto-Administration du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES)
- Rencontre du Centre de la Diplomatie Civile
- Visite du projet « Suka Jin » (financé par la Fondation Danielle Mitterrand) et du Bureau des femmes de la municipalité de Qamishlo
- Rencontre avec l'organisation de femmes Kongra Star et la Maison des Femmes (Mala Jin) de Qamishlo
- Rencontre avec l'ONG italienne Un Ponte Per

#### Mercredi 26 mai – Ville de Qamishlo & Amudê

- Visite d'une entreprise de recyclage de plastique à Amudê
- Rencontre de la municipalité de Qamishlo et de responsables du « Département des municipalités et de l'environnement » de la région du Jezireh

- Visite de l'académie de formation des municipalités
- Rencontre de responsables de l'Université du Rojava
- Rencontre de responsables du « Département de Jineolojî » de l'Université du Rojava
- Visite du projet de reforestation « Tresse Verte »
- Visite d'un projet de station de pompage d'eau à Qamishlo
- Visite d'un projet de gestion des déchets à Qamishlo

#### Jeudi 27 mai – Trajet Amuda – Raqqa – Kobanê

- Rencontre de la municipalité de Raqqa
- Rencontre des co-présidents du Conseil Civil de Raqqa
- Visite rapide d'un pont détruit à Raqqa
- Visite rapide du projet de réhabilitation de la muraille ancienne de Raqqa

#### Vendredi 28 mai – Kobanê

- Visite du Kongra Star de Kobanê
- Visite du Centre Culturel et du « Tev-Cand » (Mouvement de la Culture) de Kobanê
- Visite de la « Maison des familles de martyrs » de Kobanê
- Visite du « Cimetière des martyrs » de Kobanê
- Visite d'un projet de bibliothèque associative à Kobanê

#### Samedi 29 mai – Kobanê :

- Rencontre de la municipalité et des équipes techniques de Kobanê
- Visite d'une décharge
- Rencontre de la « Maison des blessés » de Kobanê

#### Dimanche 30 mai – Trajet Kobanê – Raqqa – Amuda :

- Rencontre de la Maison des femmes de Raqqa
- Rencontre du Conseil Exécutif de l'AANES à Raqqa
- Visite du Centre Culturel de Raqqa

#### Lundi 31 mai : Derbasiyê & Jinwar

- Rencontre avec le Conseil Démocratique Syrien à Derbasiyê
- Visite du village autonome de femmes de Jinwar (et visite de projets associés)
- Rencontres informelles avec l'ONG indépendante ASO
- Rencontre informelle avec la boîte de production de cinéma Banos Films

#### Mardi 1<sup>er</sup> juin – Hassakeh

- Rencontre avec le Département de l'eau du canton de Hassakeh
- Rencontre avec l'Union des coopératives du canton de Hassakeh
- Visites de projets de solidarité économique : coopérative agricole de femmes, élevage de poules pondeuses, petite industrie textile, etc.

#### Mercredi 2 juin – Voyage retour du NE



**Siège du Groupe URD**  
La Fontaine des Marins  
26170 Plaisians – France  
Tel : +33 (0)4 75 28 29 35

[urd@urd.org](mailto:urd@urd.org)

[www.urd.org](http://www.urd.org)

SUIVEZ-NOUS SUR

